

## Lettre d'information n°9

Décembre 2024

Notre site internet



### Édito



#### Moins de routes, plus de social !

*Céline Scavennec, conseillère départementale du canton de Lille-3*

Dans un contexte politique national très incertain, **les Départements se trouvent dans une situation budgétaire très difficile pour l'année 2025.**

Dans le Nord, cela se traduit par des **coupes budgétaires** dans des politiques essentielles, mais considérées comme des **variables d'ajustement** par l'exécutif de droite : l'éducation, la culture, et même l'insertion et la protection de l'enfance.

A l'occasion des Assises des Départements de France qui avaient lieu mi-novembre à Angers, les élu.es écologistes de tous les départements ont pris des positions très claires : **non, ce n'est pas au département de sacrifier la solidarité pour le compte de l'Etat !**

Nous défendons plutôt, au plan national, une **refonte de la fiscalité locale et un approfondissement de la décentralisation**. Et pour ce qui nous concerne dans le Nord et comme vous pourrez le lire dans les articles qui suivent, nous continuerons de **dénoncer les coupes budgétaires qui portent atteinte aux collégiens, aux allocataires du RSA, aux enfants en danger...** bref, aux Nordistes les plus fragiles et qui demandent toute notre attention.

Avec à un **moratoire sur les nouveaux projets routiers**, cela doit nous permettre de dégager de **nouvelles marges de manœuvre budgétaire** afin d'agir résolument pour **protéger les habitant·es et les territoires** face aux crises sociales et écologiques.

Lettre ouverte des élu.es  
écologistes au Président des  
Départements de France




## Cérémonie de vœux 2025


Le **16 janvier prochain**, nous vous donnons rendez-vous pour notre cérémonie des vœux, placée cette année sous le thème **"Nos collectivités qui protègent"**.

Ce thème incarne notre vision des collectivités comme des **remparts face aux crises et aux inégalités**.

Cette cérémonie est co-organisée avec la députée européenne Mélissa Camara, le groupe écologiste à la Région Hauts-de-France, le groupe Métropole Ecologiste, Citoyenne et Solidaire et les groupes Lille Verte, Lomme Verte et Hellemmes Verte.

### **Rendez-vous le 16 janvier**

 Salle Michèle Pohier, mairie de quartier de Lille-Sud

 18h - 20h



## Retour sur les dernières séances plénières

### **Séance du 23 septembre 2024 :**

Avec notamment des interventions sur :

- le budget supplémentaire 2024
- notre question d'actu sur l'accueil des nordistes en situation de handicap en Wallonie
- le rapport de la Cour Régionale des Comptes sur les AIL
- les dotations 2025 aux collèges publics

Nos interventions du 23.09

### **Séance du 18 novembre 2024 :**

Avec notamment des interventions sur :

- les sanctions contre les allocataires du RSA
- notre question d'actu sur le procès du scandale de l'ASE du Nord à Châteauroux
- le projet éducatif départemental du collégien (PEDC) 2025
- l'aide aux victimes des inondations dans le Nord

Nos interventions du  
18.11

## Sanctions RSA : le groupe écologiste dénonce un pas de plus dans la défiance contre les allocataires du RSA



Dans un récent communiqué, le groupe écologiste a dénoncé la **mise en place du nouveau régime de sanctions à l'encontre des allocataires du RSA**, appliqué par l'exécutif du Département du Nord depuis le 24 octobre 2024. Ce régime introduit une "suspension remobilisation", qui consiste en une **suppression de 80 % du montant total du RSA dès la première sanction**. Lors du Conseil Départemental du 18 novembre, le président Christian Poirot a confirmé cette évolution, et le débat sur le RSA a occupé une place majeure dans les échanges.

👉 Retrouvez nos interventions en Conseil Départemental :

Intervention de Laurent Périn et réaction de Stéphanie Bocquet

👉 Retrouvez également notre retour de presse :

Notre retour de presse



## Protection de l'enfance : tirer les leçons du procès de Châteauroux

Du 14 au 18 octobre, le procès de Châteauroux a révélé des **dysfonctionnements** de l'**Aide Sociale à l'Enfance (ASE) du Nord**. Des enfants, confiés à des familles d'accueil non agréées, ont subi des maltraitements graves. Le verdict est attendu le **18 décembre 2024**.

Dans cette affaire, le Département a doublement fauté en confiant des enfants à des familles d'accueil ayant un agrément frauduleux et en leur versant des indemnités durant sept ans à hauteur de 630 000 euros semble-t-il, sans déclaration aux services fiscaux.

Le groupe écologiste soutient les victimes et déplore l'absence de réaction claire du Département : ni partie civile, ni prise en charge des frais des victimes. Nous demandons des mesures concrètes, notamment une mission d'évaluation et un renforcement des moyens de prévention pour éviter de nouvelles tragédies.

**Ce procès doit marquer un tournant pour garantir une protection de l'enfance digne et efficace.**

👉 Retrouvez notre question d'actu :

Question d'actu sur le procès de Châteauroux



## Mineur·es Non Accompagné·es : après la mise à l'abri, l'importance d'une prise en charge durable

Face à la situation critique des **mineur·es non accompagné·es (MNA)** vivant dans des conditions indignes au camp des Vachers, quartier des Bois-Blancs à Lille, des places ont été créées pour

**assurer une mise à l'abri.** Le groupe écologiste salue cette première étape indispensable, tout en soulignant que **rien n'est encore acquis.**

Nous avons interpellé à plusieurs reprises le Département pour demander une prise en charge digne et adaptée à leurs besoins : **mise à l'abri systématique** avant toute évaluation, **hébergement pérenne** et **scolarisation**. Nous insistons également sur la nécessité de **pérenniser une instance de coordination** réunissant le Département, la Préfecture et les collectivités locales, afin de répondre durablement à cette crise humanitaire.

👉 Retrouvez l'intervention de Stéphanie Bocquet sur les MNA du 18 novembre :

Notre intervention sur les MNA

## Collège au cinéma : la reprise du dispositif

Après l'annonce de l'arrêt de ce dispositif d'éducation à l'image par le président Christian Poiret, la **mobilisation a porté ses fruits.**

En réunion avec les principaux.ales de collèges en octobre dernier, le président du Département a finalement **annoncé le maintien de « Collège au Cinéma »**, avec un partage des coûts entre le rectorat et le Département.

👉 Retrouvez l'intervention de Simon Jamelin sur les dotations aux collèges publics 2025 du 18 novembre :

Notre intervention sur les dotations collèges



## Revue de presse

👉 Retrouvez la page dédiée à notre revue de presse :

Notre revue de presse

Découvrez les **derniers articles** dans lesquels les **élu.es écologistes sont cité.es** :

- Une cinquantaine de jeunes migrants à la rue à Lille mis à l'abri dans la région - La Voix du Nord - 20.11
- RSA : les bénéficiaires doivent-ils s'inquiéter de ne plus recevoir leurs allocations dans le Nord ? - France 3 - 18.11
- Strazeele-A25 en 2x2 voies : "projet d'un autre temps", "inutile"... ce qui a été dit lors de l'enquête publique - La Voix du Nord - 27.10
- "Les parents peuvent les emmener eux-mêmes au cinéma" écran noir pour les collégiens du Nord - Libération - 02.10
- La Chambre Régionale des Comptes dénonce le "saupoudrage" des subventions des élus du Nord - Médiacités - 24.09



groupe.ecologiste@lenord.fr

2, rue Jacquemars Gielée  
59000, LILLE



